

Note :

17,25

*sur un siècle et
tibles avec des
les journées
traine*

ÉPREUVE

de *note de synthèse*

N.B : Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer la provenance de la copie.

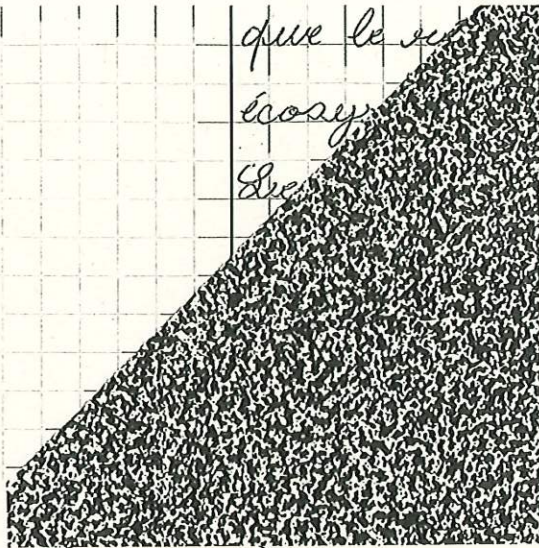
NOMBRE D'INTERCALAIRES : *2*

La croissance économique et démographique permise par l'exploitation des énergies fossiles a entraîné, du fait des émissions associées de CO₂ et autres gaz à effet de serre, une hausse moyenne des températures de 1,1°C à la surface du globe sur un siècle et demi.

Selon le nouveau rapport du GIEC si nous ne parvenons pas à réduire les émissions de gaz à effet de serre mondiales à partir de 2025, il sera impossible de limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C, ce qui aurait des conséquences graves, voire irréversibles, sur nos moyens de subsistance et modes de vie mais des solutions existent.

Il convient d'analyser les conséquences du changement climatique et les solutions pour en réduire l'impact.

que le
crois-
sance



I. Le changement climatique et ses conséquences.

Le réchauffement climatique est global (a), il entraîne de lourdes conséquences sanitaires (b) et économiques (c).

a. Le réchauffement climatique global.

Les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont atteint un niveau record dans l'histoire de l'humanité pendant la décennie 2010-2019.

Selon la climatologue Valérie Masson-Delmotte, si les émissions mondiales baissent de manière très forte dès maintenant, nous pourrions rester sous la barre des 2°C, seuil considéré par les 183 États ayant ratifié l'accord de Paris sur le climat comme la limite maximale à ne pas dépasser pour parvenir à gérer les impacts du réchauffement.

En France métropolitaine, la hausse moyenne

des températures atteint $4,7^{\circ}\text{C}$ sur un siècle et demi. Les impacts sont déjà perceptibles avec des effets multiples et en cascade.

L'accroissement en nombre et en intensité des journées estivales ($+25^{\circ}\text{C}$) et des vagues de chaleur entraînent des sols plus secs dans lesquels l'eau s'infiltre moins et recharge moins les nappes, une baisse de l'enneigement des montagnes ou encore l'élévation du niveau de la mer.

Les multiples impacts de la chaleur et de la perte de ressources en eau pour la santé des hommes, la vie animale et végétale sont très préoccupants.

b. Les conséquences sanitaires

Les fortes chaleurs entraînent déshydratation, aggravation de certaines maladies chroniques, coup de chaleur se traduisant par un afflux aux urgences mais également, pour les plus vulnérables, par un surcroît de décès. On estime que la canicule d'août 2023 a provoqué plus de 15000 décès.

La hausse des températures rend plus courant le phénomène de stress thermique. Un excès de chaleur augmente la vulnérabilité et les risques professionnels des travailleurs, les secteurs agricole et du bâtiment sont particulièrement touchés. Un choc d'autant plus rude pour la production agricole et la sécurité alimentaire

que le réchauffement appauvrit la biodiversité des écosystèmes.

Des pertes économiques sont donc également multiples.

c. Les conséquences économiques.

La baisse de productivité des salariés par forte chaleur, la mise à l'arrêt d'équipements par manque d'eau, les feux de forêts, les dégâts sur le bâti causés par les inondations sont quelques exemples des conséquences économiques.

L'agriculture est l'un des secteurs le plus confronté à des baisses de rendements mais fait face également à des conflits pour l'accès et le partage de ressource en eau et à des décapitalisations forcées.

En parallèle, les assureurs ont dû déboursier 10 milliards d'euros d'indemnisation suite à des événements climatiques. Depuis 1980, le réchauffement a déjà coûté 95 milliards d'euros et le coût s'accroît.

Mais des solutions existent.

II / Les solutions envisageables.

De nombreuses actions présentent un grand potentiel pour diminuer les impacts du changement climatique comme la réduction des émissions de CO_2 (a), les gestes de chacun (b) et les financements climat (c).

a. La réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les énergies renouvelables offrent une solution concrète et réalisable pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre. Le potentiel d'atténuation dans la prochaine décennie des énergies solaires et éolienne est beaucoup plus fort que celui du nucléaire, avec un coût bien plus faible.

La décarbonation de l'industrie, qui est responsable d'environ un quart des émissions mondiales passe par une utilisation plus efficace des matériaux, des approches circulaires comme la réutilisation ou le recyclage des produits ou une forte diminution des déchets.

Par ailleurs, l'agroécologie et l'agroforesterie permettant également de limiter les émissions de gaz à effet de serre et de mieux stocker le CO_2 dans les sols.

Le comportement de chacun reste essentiel.

b. Les gestes qui font la différence

Les transports représentent le premier secteur de gaz à effet de serre en France (31%).

Des solutions simples sont envisageables comme privilégier la marche et le vélo ou les transports en commun, favoriser les mobilités électriques et exclure les voyages en avion.

La sobriété énergétique est également essentielle en passant par exemple par la rénovation

NUMÉRO DE CANDIDAT	ÉPREUVE DE	INTERCALAIRE N°
		1/2

performante de son logement afin de moins consommer en énergie.

Le GIEC confirme par ailleurs que le passage à des régimes alimentaires riches en protéines végétales et pauvre en viande et en produit laitiers permettent une forte réduction des émissions de GES.

Pour toutes ces transformations, les financements sont nécessaires.

C. Les financements climat

Le rapport du GIEC montre que les investissements financiers déployés à l'international sont largement insuffisants. Ils devraient être multipliés par un facteur de 3 à 6, si l'on veut limiter le réchauffement à $+2^{\circ}\text{C}$.

Étant une plus grande responsabilité dans les émissions de CO_2 et une capacité d'action plus grande, les pays développés devraient apporter un soutien financier de plus de 100 milliards de dollars par an aux pays en développement.

Limiter le réchauffement à $+1,5^{\circ}\text{C}$ est possible, à condition de choisir politiques fortes liées à une transformation rapide de tous les secteurs de la société. Il faudrait que les politiques d'adaptation et d'atténuation soient non seulement cohérentes entre elles, mais avec

NUMÉRO DE CANDIDAT	ÉPREUVE DE	INTERCALAIRE N°
		212

l'ensemble de la politique publique dans tous les domaines, depuis le niveau européen jusqu'à l'échelon territorial.